



UN JOLI COMITE D'ACCUEIL POUR UN SECRETAIRE D'ETAT TRES PRESSE

Le vendredi 28 septembre, Olivier Dussopt, secrétaire d'État à la Fonction Publique, était en visite dans les Landes... au pas de charge !

A Mont de Marsan Dugas, une bonne cinquantaine d'agents l'attendait de pieds fermes dans le hall à l'appel de l'intersyndicale.

Nous remercions d'ailleurs tous les agents présents pour leur soutien.

Il faut dire qu'entre ses annonces du 11 juillet dernier, visant à dégrader radicalement nos règles de gestion, et la programmation de 2130 nouvelles suppressions d'emplois pour 2019, soit 40000 depuis 2002, tout était réuni pour mécontenter les agents.

Et cerise sur le gâteau, il ne souhaitait pas rencontrer les organisations syndicales mais plutôt quelques agents présélectionnés qui n'ont d'ailleurs pas tous pu s'exprimer librement. vous avez dit com' ?.

Bien obligé malgré lui d'écouter ce que nous avons à lui dire, il s'est contenté en réponse de réciter la leçon habituelle de la propagande gouvernementale sur la numérisation, l'accompagnement des agents (la mobilité forcée, en clair), les évolutions technologiques, bref le bla bla habituel du politicien méprisant de base...

Il n'a même pas répondu à la question de savoir combien de temps les trésoreries de proximité allaient être maintenues suite à son annonce de la veille, avec quelles missions et surtout avec quels agents ! Lors de sa visite éclair au SPF-E, même tonalité creuse et insipide.

De son côté, la directrice adjointe de son cabinet « Mme K » a reçu l'intersyndicale et a, à son tour, parfaitement récité sa leçon face à un auditoire combatif et posant enfin les questions qui fâchent.

Ce fut une compétition acharnée de jokari durant laquelle l'automate du Ministère n'a eu de cesse de vanter la politique de destruction de la Fonction Publique et au cas particulier de notre Administration.

Elle a décliné froidement les mesures envisagées en insistant sur l'accompagnement proposé : suppressions d'emplois anticipées au niveau de la DGFIP mais progressives au niveau de la fonction publique. Les 50 000 suppressions de fonctionnaires seront atteintes durant le quinquennat.

Pour notre ministre et ses représentants ce n'est pas un plan social dans la mesure où il n'y a pas de licenciements !

Accompagnement lorsque vous changerez de Ministère ou lorsque, par manque d'emplois, vous serez « volontaires » pour étaler vos compétences dans le secteur privé.

Pas de revalorisation salariale, elle est déjà effective grâce au PPCR...

Quand au salaire au mérite, ne soyez pas impatients pas, il arrive !

Et la réforme des retraites qui permettra de fusionner tous ces régimes différents car il y a de plus en plus de polypensionnés.

Un discours provocateur assumé, il n'en fallait pas plus pour faire monter la température et la colère des représentants des personnels présents à ce simulacre de dialogue social.

Heureusement pour elle, notre super préfet est venu la délivrer des méchants syndicalistes...

Le positif de cette visite, au-delà de la belle manifestation des agents, reste néanmoins la remise en peinture du hall du SPF-E ainsi que la mise à jour de la signalétique (avec une faute d'orthographe...) qui traînait depuis janvier...

La presse locale a fait la part belle à cette action syndicale et vous pouvez retrouver tous les articles, reportages et interviews sur les sites de SUD OUEST, FRANCE BLEU GASCOGNE et sur la page Facebook de Solidaires Finances Publiques 40.

En réponse à ce mépris affiché à tous les agents du service public, l'intersyndicale des Landes appelle tous les personnels à se mettre en grève le mardi 9 octobre 2018 à l'occasion de la journée de mobilisation interprofessionnelle et unitaire.

Faisons, tous ensemble, de cette journée un moment d'expression de la colère des agents vis à vis des pouvoirs publics et administratifs qui ont décidé de sacrifier la DGFIP sur l'autel de leur idéologie ultralibérale et du refus de voir nos missions bradées, dépecées, nos repères professionnels bouleversés, nos vies personnelles sacrifiées, nos conditions de travail massacrées.